

Après les manifestations contre le dépôt de la candidature d'Ali Bongo

## Le pouvoir dictatorial et les arrestations arbitraires

Le pouvoir usurpé d'Ali Bongo a fait un pas de plus vers la dictature et le règne par la violence en procédant le samedi 09 juillet dernier à l'arrestation des membres du mouvement « Témoins actifs ».

Jean-Pierre Abele-Ntame

Prévue depuis de longues dates par le mouvement des jeunes de la société civile libre, cette rencontre citoyenne a eu lieu sous de fortes tensions au lieu mythique du Rond-point de la Démocratie. Comme les autres composantes de la société civile libre, « Les Témoins actifs » conduits par Jean Rémy Yama étaient présents. A la surprise générale, Ali Bongo, qui, au départ, avait prévu organiser sa manifestation sous les baches du jardin botanique l'a finalement organisée au Rond-point de la Démocratie non loin du site abritant celle du mouvement des jeunes de la société civile libre.

La manifestation de ces derniers n'a pu tenir son programme, les policiers ayant formé un cordon anti-manifestation, ont mis les nerfs des jeunes à vif. Après l'assaut donné par les éléments de la Police nationale pour disperser sans ménagement cette rencontre citoyenne, Jean Rémy Yama a été arrêté par les éléments de la Police judiciaire. Ayant assisté à cette scène digne d'un pays au tout répressif, Noël Ber-



Jean Rémy Yama, quelques minutes avant son arrestation arbitraire par la Police du régime Ali Bongo.

trand Boundzanga, responsable du Club 90, explique : « Jean Rémy Yama et moi étions du côté du Rond-point de la Démocratie. Alors que nous ne faisons rien d'anormal, des hommes en civil se sont approchés de nous et ont demandé à Jean Rémy Yama de les suivre. Moi j'ai été agressé verbalement, n'eût été ma maîtrise, ils m'auraient aussi arrêté. C'est dans ces conditions qu'ils l'ont embarqué ».

Quelques heures après cette arrestation, la société civile libre a immédiatement réagi à la faveur d'un point-press-

au siège de Dynamique unitaire. Marc Ona Essangui a lu la déclaration de la société civile (lire par ailleurs le texte de droite). Jean Rémy Yama et d'autres paient le lourd tribut de leur engage-

ment pour la libération du Gabon. Plus on s'approche d'une élection présidentielle de tous les dangers, plus le régime d'Ali Bongo réprime toute velléité contestataire et se radicalise. Dans un tel cli-

mat de terreur, demain s'annonce avec beaucoup d'incertitude. Aux dernières nouvelles,

Jean Rémy Yama et les autres sont encore en détention dans les geôles de la Police judiciaire. ■



Les jeunes, l'avenir du Gabon, brûlent symboliquement la source de leur détresse.

### Communiqué de presse de la société civile

En vue de PREVENIR l'opinion nationale et internationale sur les risques évidents de violation de la Constitution et du Code électoral, de VEILLER sur le strict respect de la loi, afin de garantir la transparence électorale lors des scrutins et des échéances à venir, en l'occurrence les élections présidentielles du 27 août 2016, la société civile libre gabonaise, a entrepris depuis près de trois semaines, des rencontres citoyennes et des manifestations pacifiques, dont celle de samedi 09 juillet prévue au Rond-point de la Démocratie, à l'initiative des mouvements des jeunes de la société civile libre.